Sciences Po / fonds CEVIPOF



**Lionel AUDET**
(Convention)

**REPUBLIQUE FRANÇAISE — DEPARTEMENT D'INDRE-ET-LOIRE**

**4e CIRCONSCRIPTION**

## Élections Législatives des 5 et 12 Mars 1967

# Lionel AUDET

*Directeur d'École — Maire-Adjoint de Veigné*

## Suppléant : Jean LEFÈVRE

Pharmacien - Conseiller Municipal de Restigné

## Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste

**(F. G. D. S.)**

## *Électrices, Électeurs,*

Le 5 Mars prochain, le choix sera simple : ou bien vous reconduirez la coalition gaulliste inconditionnelle U.N.R. - U.D.T., Républicains Indépendants Giscardiens, Gaullistes de gauche, etc..., en apportant vos suffrages au candidat gaulliste VOISIN, ou bien vous voterez pour l'avènement d'une majorité nouvelle, **qui ne peut être qu'une majorité de gauche, conquise à partir des dix millions de suffrages rassemblés par François MITTERRAND, le 19 Décembre 1965.**

## LE BILAN DE NEUF ANNÉES DE POUVOIR PERSONNEL :

— Un échec total dans les domaines essentiels de la vie Nationale. Que ce soit dans ceux de l'Education Nationale, de la Santé Publique, du Logement, de la Recherche, des Télécommunications, le Réseau Routier et l'Equipement des Communes, les Français savent que les accroissements de crédits, **bien souvent votés, mais non attribués et reportés d'un budget sur l'autre,** sont insuffisants pour permettre à notre pays de figurer en bonne place dans la marche vers le progrès, alors **que des milliards sont sacrifiés pour la réalisation d'une force de frappe inutile.**

### Les investissements productifs.

— Le pouvoir gaulliste s'est avéré incapable d'attirer l'épargne vers les investissements productifs (accroissement de 2 % en 1966), le taux le plus médiocre du Marché Commun. Ceci placera notre industrie hors d'état de résister à la concurrence étrangère dans l'Europe des Six et **ne permettra pas de créer les emplois en nombre suffisant pour les jeunes, qui, dans les années à venir, arriveront sur le marché du travail.**

### La politique agricole.

— L'accroissement de la productivité de l'Agriculture a été de 8 % par an, alors que le revenu agricole n'a progressé que de 4 %, ceci signifie que les agriculteurs n'ont bénéficié que de la moitié de leurs efforts de modernisation. Cet accroissement de productivité résulte de **l'endettement de la paysannerie** (4.000 milliards d'A. F.) qui ne cesse de s'accroître en même temps qu'on interdit des prix raisonnables en rapport avec les coûts de production.

### Le développement régional et la décentralisation.

— Ils restent à l'état de discours. Au cours des cinq dernières années, sur les 2 millions d'emplois créés, **900.000 l'ont été dans la région parisienne.** Le déséquilibre Paris-Province ne fait que s'accentuer et l'exode rural s'accélère.

### La politique financière.

— La politique financière du Pouvoir (plan de stabilisation) n'a pas empêché la hausse des prix de détail, le déficit budgétaire et la baisse des réserves d'or. La libération des changes, décidée par le pouvoir gaulliste, ne vise qu'à la reconstitution du « **mur d'argent** ». Cette politique, dite d'indépendance nationale entraîne la main-mise étrangère sur les secteurs-clés de l'économie.

## La situation sociale.

— Elle se caractérise par le sous-emploi (**350.000 chômeurs actuellement, 600.000 prévus en 1970**) ; une fiscalité injuste dont la réforme est constamment repoussée ; l'écart toujours plus important entre les hauts et les bas revenus, entre les salaires masculins et féminins ;le refus systématique de faire droit aux justes revendications des anciens combattants et victimes de guerre ; l'absence de toute discussion sur les salaires entre le patronat et le syndicat ; l'absence de politique de reconversion, dont les travailleurs du camp américain de Chinon, après ceux des Chantiers Navals, viennent d'en ressentir les effets.

## La politique étrangère.

— Elle ignore délibérément qu'en 1967 **l'indépendance signifie l'indépendance économique,** et qu'il n'est pas d'indépendance économique en dehors de la construction politique européenne.

# Voter F. G. D. S., c'est voter pour :

## UNE MAJORITÉ NOUVELLE.

— L'esprit de la constitution supposait une collaboration entre le Président de la République et l'Assemblée Nationale. **Or, aucune coopération n'est possible entre le Général de Gaulle et une majorité qui ne soit pas inconditionnelle.** Il est impossible d'envisager que le Général de Gaulle puisse renoncer à sa conception personnelle du pouvoir et modifier sa politique dans tel ou tel domaine. Cela signifie que si la Gauche sort victorieuse et majoritaire des scrutins des 5 et 12 Mars, le Général de Gaulle devra, ou bien se soumettre, ou bien se démettre. Dans le respect de la Constitution, le premier ministre aura la responsabilité de « conduire la politique de la Nation », la continuité et la stabilité seront assurés par un contrat établi entre la majorité parlementaire et le gouvernement, pour la durée de la législature (article 20).

## UNE MAJORITÉ COHÉRENTE.

Devant l'éclatement de sa propre majorité qui se déchire devant les tribunaux associant les « oui-oui », les « oui-mais », les dissidents, et demain les « oui-peut-être », le Général de Gaulle dénonce les divergences au sein de la Gauche.

Celle-ci a démontré sa volonté de s'unir autour d'un programme intérieur de démocratie et de progrès social et d'une politique étrangère de désarmement, de coopération avec les pays de l'Est et d'indépendance, mais d'amitié avec les Etats-Unis.

Le Gaullisme se divise, la Gauche s'unit : la F.G.D.S. représente le seul effort honnête dans la simplification de la vie politique française.

## UN PROGRAMME DE LÉGISLATURE.

Le programme de la F.G.D.S., qui reprend, en les développant, **les sept options de François MITTERRAND lors de l'élection présidentielle, options approuvées par l'ensemble des formations de gauche et par plus de 10 millions de suffrages le 19 Décembre 1965, constitue pour l'essentiel ce programme de la future majorité qu'animera la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste.**

## *LES PRIORITÉS DE LA GAUCHE.*

1. - **LA STABILITÉ DU POUVOIR** par le gouvernement de législature
2. - **LES ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS** et en premier lieu **l'Education Nationale.**
3. - **LA JUSTICE SOCIALE,** par le relèvement des bas salaires, la réforme de la fiscalité, **le droit au logement** et à la santé, la promotion de la femme.
4. - **UNE ÉCONOMIE DE PROGRÈS,** assurant la sécurité de l'emploi et l'expansion par la planification démocratique, la décentralisation et l'aménagement du territoire.
5. - **UNE AGRICULTURE MODERNE** assurant la parité des revenus aux agriculteurs et leur réintégration dans l'économie nationale.
6. - **LA CONSTRUCTION POLITIQUE EUROPÉENNE.**
7. - **LA CONSTRUCTION DE LA PAIX** dans un monde organisé, par la renonciation à la force de frappe nationale, la signature des accords de MOSCOU sur l'arrêt des essais nucléaires, la participation à la Conférence de Genève sur le désarmement, la sécurité collective et la coexistence pacifique, une aide efficace au tiers-monde.

# Pour la RÉPUBLIQUE, la PAIX, la LIBERTÉ et la JUSTICE SOCIALE,

# *Votez F. G. D. S..! — Votez Lionel AUDET..!*

Imp. M. CADET - Bléré (37)

Vu le Candidat,

Sciences Po / fonds CEVIPOF